

Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE - 3 JANVIER 2022 - 52^e ANNÉE - N° 1225 - 4 € -

Signatures

Elle va bon train, la chasse aux signatures d'élus acceptant de parrainer une candidature à l'élection présidentielle! Les médias évoquent distraitement les chances des uns et des autres, les yeux fixés sur les trois ou quatre présidents...

Les calculs tactiques font oublier le sens politique du système des parrainages. Dans l'esprit gaullien, l'élection présidentielle devait être la rencontre d'un homme et de la nation. À côté des candidats soutenus par les partis, il fallait que des candidats indépendants puissent se présenter. D'où le nombre peu élevé des signatures nécessaires et l'anonymat garanti aux signataires.

Dès avant 1981, les giscardiens avaient porté à 500 le nombre des signataires, supprimé l'anonymat et empêché les équipes des candidats de recueillir directement les signatures. Ce durcissement n'empêchait pas les candidatures soutenues par de petites formations mais les « grands » candidats se sont mis à susciter de « petits » candidats dans le camp d'en face et le jeu, compliqué par les pressions des préfets et des appareils partisans, a été complètement faussé.

Le remplacement des signatures d'élus par celles de citoyens, en nombre suffisant pour éviter les candidats folkloriques, permettrait de renouer avec l'esprit original de l'élection présidentielle. ■

La rédaction de *Royaliste* présente à Mgr le comte de Paris, à la Famille de France et à tous ses lecteurs ses meilleurs vœux pour 2022.

Gauche : le bal des zombies



La valse lente de candidats morts-vivants qui se défient en racontant des fadaïses est un spectacle peu distrayant. La présidentielle se joue ailleurs.

À gauche, que de candidats! On pourrait avoir l'embarras du choix mais c'est le contraire: pas d'embarras pour le non-choix. D'ailleurs, est-on sûr qu'elle existe, la gauche dont ils parlent?

La gauche avait un sens politique précis quand il y avait, en 1981, une Union de la gauche radicale, socialiste et communiste décidée à appliquer son programme. Mais après, quelle débandade! Nous contemplons des restes, des traces, des poussières d'ambitions. Un aimable dilettante, une bourgeoise de Paris-centre, un chanteur de la radicalité accro à la présidentielle et un communiste en quête de cohérence guettent l'arrivée d'une opportuniste sans idées ni programme. On ne tire pas sur un cortège d'ambulance mais on verra bientôt défiler les corbillards. **L'article de B. La Richardais en page 2.**

Un perturbateur bienfaisant

Le documentaire réalisé par Yves Bernanos nous permet de revisiter ou de découvrir l'œuvre de René Girard.

L'auteur de *La Violence et le sacré* et *Des Choses cachées depuis la fondation du monde* a disparu des écrans médiatiques mais son œuvre, qui a inspiré divers chercheurs dans plusieurs disciplines, continue de susciter un vif intérêt dont témoigne l'émission diffusée sur la chaîne KTO.

René Girard traverse et bouleverse les champs de la

littérature, de l'économie, de l'anthropologie, de la théologie. La théorie du désir mimétique et l'analyse de la mutation radicale du religieux par la révélation biblique continueront de nourrir de vastes débats auxquels le documentaire d'Yves Bernanos introduit avec une belle pertinence. **L'article de Gérard Leclerc en page 11.**

Dans ce numéro :

Page 4 : **Le libéralisme selon les Gafam.**

Page 5 : **Les nouvelles stars de l'extrême droite.**

Page 7 : **Entre Nil et mer Rouge.**

Page 12 : **Théologie et politique.**

Page 14 : **Élisabeth II, chef du Commonwealth.**

Page 16 : **Éditorial. D'une violence à l'autre.**

Le bal des zombies

Tirer ou ne pas tirer sur l'ambulance de la gauche ? Telle est la question qu'il est inutile de poser. Les balles et les boulets traversent les corps zombifiés qui poursuivent leur course erratique, tandis que la campagne présidentielle se déroule sur un autre échiquier.

En introduction à un recueil de chroniques, Laurent Bouvet évoquait au printemps 2017 une « gauche française qui ressemble aux zombies des films et séries télévisées, continuant de s'avancer sans but et de s'entre-dévorer alors qu'elle ne vit plus depuis longtemps » (1). Nous sommes toujours devant ce spectacle dérisoire, avec pour seule différence la disparition politique de François Hollande qui était alors un « président mort-vivant », ponctuant le désastre en cours de ses bons mots.

Mais désastre de qui, et de quoi ? La gauche se réduit aujourd'hui à une invocation, qui fait allusion à une mythologie faiblement reliée aux complexités de l'histoire. L'idée d'une unité de la Volonté générale dans la représentation du peuple tout entier à l'Assemblée nationale est morte pendant la Révolution française. Quant au rejet de la fonction gouvernementale au nom de la représentation du Peuple par le Peuple, elle s'est heurtée aux rudes nécessités du pouvoir : la gauche radicale et socialiste, quand elle a gagné les élections de 1936, a pu mettre en œuvre son programme parce que Léon Blum était chef de gouvernement. La manière dont les partis de l'Union de la gauche se sont installés dans la V^e République après 1981 a prouvé que « la gauche » acceptait à la fois la monarchie présidentielle et les responsabilités ministérielles dans un régime de parlementarisme rationalisé. Si Robespierre était revenu sur terre pour vivre les deux septennats de François Mitterrand, il aurait dénoncé comme « fripons » Pierre Mauroy, Laurent Fabius, Michel Rocard et n'aurait pas oublié, dans sa liste de guillotinables, Jean-Pierre Chevènement.

Il va presque sans dire que ce sont les reniements du Parti socialiste, le sectarisme des Radicaux de gauche et l'effondrement de l'Union soviétique



Christiane Taubira. Sa tentative de ressusciter une gauche unie a peu de chances d'aboutir.

qui ont provoqué la zombification de la gauche. Depuis quarante ans, nous avons consacré des milliers d'articles à cette déroute collective qui est maintenant un phénomène dûment attesté. La débandade des « forces de gauche » a été soulignée par les progrès du Front national, qui a fini par attirer les suffrages d'une majorité d'ouvriers et d'employés – quand ceux-ci ne se réfugient pas dans l'abstention. Cette évolution a été niée par la « gauche morale », qui pensait que l'expression de son mépris et de son dégoût, agrémentée par l'évocation des « heures sombres », suffirait à ramener au bercail les brebis populaires égarées. Comme le retour dans les bergeries

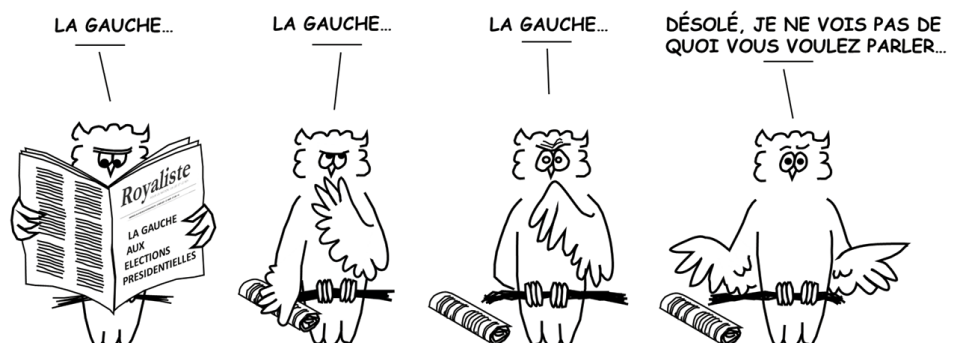
socialistes et communistes ne se faisait pas, de brillants stratèges en conclurent qu'il fallait abandonner le peuple pour draguer les minorités. Ce fut le moment Terra Nova et l'accent mis sur les évolutions sociétales qui fournirent à Christiane Taubira son capital symbolique. On oublia – on oublie encore – que le tournant sociétal, déjà annoncé par Lionel Jospin quand il était Premier ministre, était le moyen de compenser la reddition totale face au capitalisme financier.

Nous en sommes toujours là. Il s'agit désormais d'observer de temps à autre les degrés et les formes d'une décomposition intellectuelle et politique

tout autant que morale – car nul n'a oublié que la corruption des élites de gauche était venue adoucir les déceptions militantes, du moins pour ceux qui n'avaient pas la bêtise de se faire prendre la main dans le sac.

Dans sa nouvelle version quinquennale, le bal des zombies de gauche décourage le commentaire. Voici Anne Hidalgo, socialiste officielle. Comment pourrait-elle s'adresser à l'ensemble des Français et tout spécialement à la majorité qui vit dans la France périphérique alors qu'elle est l'incarnation de la bourgeoisie urbaine, le fruit de la métropolisation qui refoule toujours plus loin la population laborieuse ?

Sur le mur de Jean Chouan



Voici Jean-Luc Mélenchon, qui a réussi à faire oublier qu'il ne serait rien sans les institutions de la V^e République et qui est devenu quelque chose dans le gouvernement de Lionel Jospin, champion des privatisations. Devenu populiste de gauche, il a fait naître des espoirs en 2017, puis il s'est ingénié à les détruire tout au long du quinquennat, comme si les anciens trotskistes du NPA, les Indigénistes et toute la mouvance islamo-gauchiste constituaient son sur-moi. Devenu accro à l'élection présidentielle, il périt de sa drogue.

Voici Arnaud Montebourg, qui semblait envisager un rassemblement de type gaullien sur un programme de reconquête de la souveraineté, avant de paraître se résigner à une union de la gauche impliquant compromis et compromissions.

Voici Fabien Roussel, qui renoue avec la ligne industrialiste du Parti communiste... en oubliant de préconiser l'indispensable dynamitage de l'euro.

Voici enfin Christiane Taubira, rentière du Mariage pour tous, promue icône de la gauche sur la base d'un opportunisme radical. Elle vient de faire don de son altière personne à l'Union de la gauche. Le retour du zombie nous divertira, le soir à la veillée. ■

B. LA RICHARDAIS.

(1). Laurent Bouvet, *La Gauche zombie. Chroniques d'une malédiction politique*, Lemieux éditeur, mars 2017.

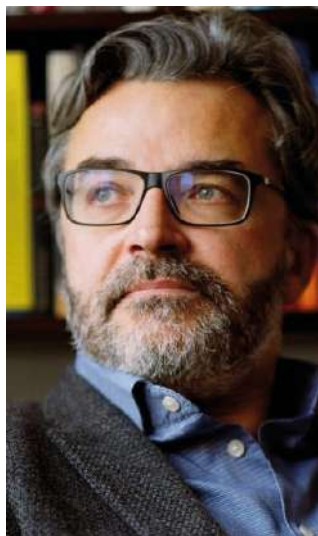
Laurent Bouvet : notre hommage

Lorsque nous avons reçu Laurent Bouvet aux Mercredis de la NAR pour la présentation de *La Nouvelle Question laïque*, en 2019, nous ne pouvions imaginer que ce serait la dernière fois.

Pour nous comme pour tant d'autres, Laurent était l'un des plus beaux espoirs de la jeune génération des penseurs du Politique. Nous l'avions regardé ainsi, lorsqu'il était venu nous présenter *Le Sens du peuple* en 2012, appréciant sa haute culture et son impitoyable lucidité. Un dialogue s'est engagé ce soir-là, qui s'est poursuivi pendant près de dix ans, jusqu'à la cruelle maladie qui l'a emporté le 18 décembre.

Nous avions des désaccords mais, sans nous le dire, nous avions jugé que les controverses sur les questions institutionnelles pouvaient attendre. L'urgence était de bien comprendre ce qu'il avait à nous dire, de contribuer autant que possible à son travail critique, de réfléchir à ce que nous avions en commun.

Le commun, tel était le souci prédominant de Laurent Bouvet, au-delà des vives polémiques qu'il menait sur les réseaux sociaux. Il voulait rétablir les principes de la *res publica* que la gauche avait commencé d'abandonner en mai



1968 et qu'elle avait ensuite sacrifiés avant d'abandonner le peuple lui-même au Front national. Mais sa famille politique, qu'il appelait au sursaut, était devenue une « gauche zombie » – selon le titre du livre qu'il publia en mars 2017.

Cet universitaire ne se contentait pas de penser la République. Ancien militant du Parti socialiste, Laurent avait fondé le Printemps républicain en mars 2016. Nous avions salué avec sympathie cette initiative, qui valut à son fondateur et à ses camarades un déluge d'insultes et d'accusations diffamatoires. Laurent Bouvet fut nommé pris

à partie lors de la trop célèbre Marche contre l'islamophobie du 10 novembre 2019 et, dans l'émission *Quotidien*, Yann Barthès se servit même de l'extrait d'une vidéo de nos Mercredis pour le fustiger.

Les traits empoisonnés qui furent décochés à Laurent Bouvet – notamment par Pierre Rosanvallon, si mal inspiré depuis qu'il a rejoint le Collège de France – ne l'ont pas empêché de publier des livres majeurs, éclairés par la thèse qu'il avait consacrée à « la nouvelle question identitaire américaine ». Son livre sur l'identité culturelle, en 2015, a marqué le débat public et mérite toujours une lecture approfondie, puisque nous ne sommes toujours pas sortis de la tenaille identitaire formée par l'extrême droite et l'extrême gauche.

Face aux communautarismes, Laurent avait publié *La Nouvelle Question laïque* qui fut l'occasion de notre dernière rencontre. Au rebours du libéralisme américain et du droit européen, notre ami défendait une politique de laïcité, à distance des accommodements avec l'islam et du « laïcisme identitaire ».

Nous attendions la suite. Elle sera écrite par ses amis et ses élèves, qui feront fructifier l'œuvre de Laurent Bouvet. ■

LA RÉDACTION DE ROYALISTE.

L'Écho du net

■ **Parti socialiste.** – Habitué de cette rubrique, Descartes, sur son blog (1), se réjouit de la mort annoncée de « la gauche PS » : « Tous les oracles sont d'accord : les élections présidentielles seront pour « la gauche » une catastrophe. Libération, qui lit dans les entrailles des oiseaux, nous prévient que « la gauche » se meurt, la gauche est morte. Le Monde, qui préfère le Tarot et la carte astrale, nous dit que « la gauche » est en plein désarroi et n'a aucune chance de se retrouver au deuxième tour ».

Après avoir fait un inventaire impitoyable des capitulations, trahisons et innombrables renoncements de ladite « gauche » pendant les vingt années (cumulées) pendant lesquelles elle a été au pouvoir – « la privatisation du pa-

trimoine public, l'élève au centre et le savoir nulle part, la culture transformée en happening, les « années fric », la télé-poubelle, la désindustrialisation, la banalisation du chômage de masse » –, il s'interroge : « Pourquoi moi, électeur communiste, irais-je voter une Anne Hidalgo qui demain me collera une loi El-Khomri, qui privatisera la SNCF, qui fermera une centrale nucléaire ? ».

Il apparaît clairement qu'à ses yeux, le coupable est le Parti socialiste et le réquisitoire est sévère mais justifié : « La gauche paye un mode de gouvernement dans lequel le PS hégémonique méprisait quand il n'ignorait pas les autres composantes de "la gauche", où la trahison, le reniement de la parole donnée, l'exploitation systématique des faiblesses de ses "alliés" était devenue systématique. C'est là l'héritage empoisonné du ma-

chiavélisme mitterrandien. Pour une génération de "la gauche" non communiste – les socialistes, les écologistes, les gauchistes reconvertis ou pas en socialistes – le "vieux" a servi de guide et de modèle, au point qu'aujourd'hui encore un Mélenchon, un Dray lui rendent un hommage appuyé et acritique. (...) Le naufrage du Parti socialiste, c'est aussi cela : une organisation sans code de l'honneur, où l'on n'hésite pas à trahir ou descendre un camarade de parti pour son propre profit. Une génération, celle des Dray, des Hollande, des Mélenchon, a été éduquée dans l'idée que la politique se réduit à une tactique. Que la victoire vaut tous les sacrifices, y compris celui des idées, qui deviennent quelque chose de tout à fait secondaire, une génération de politiques sans âme, sans colonne vertébrale idéologique, prêts à soutenir une chose au-

jourd'hui et à la maudire demain en fonction de considérations tactiques. Une génération de politiques qui finalement ne laissent derrière eux aucune œuvre. Pour cette génération, l'unité n'a qu'un seul but, la conquête des postes et du pouvoir ».

Et l'estocade finale est sans appel : « La gauche, celle des petits jeunes – énarques et gauchistes – nourris au lait du mitterrandisme et devenus des vieux magouilleurs donneurs de leçons, celle qui a ouvert la porte à tous les communautarismes, à toutes les capitulations, à toutes les démissions au nom de la tactique, est mourante. Quand elle disparaîtra, ce n'est pas moi qui irai la regretter ».

LOÏC DE BENTZMANN.

(1) <https://descartes-blog.fr/2021/12/19/enfin-un-papier-optimiste/>

Le libéralisme selon les Gafam

Et si le néolibéralisme n'était rien d'autre qu'une resucée dans le domaine économique et à l'échelon mondial du pire d'un système féodal? Le modèle commercial des Gafam, notamment d'Amazon, vient d'en fournir une illustration. Seule, pour l'heure, l'Italie a réagi.

L'ouverture des marchés à la concurrence, et les privatisations qui s'en sont ensuivies, auraient dû, en théorie, induire une redistribution des cartes en permettant aux entreprises existantes de se développer et à de nouvelles de voir le jour, en favorisant la création d'emplois stables et une baisse des prix pour les consommateurs. Mais de la théorie à la réalité, il y a une marge que les économistes *main stream* ont du mal à prendre en compte.

Le retour d'expérience dans les secteurs de l'énergie – à commencer par celui du gaz – et des télécommunications ou encore celle, partielle, du courrier montre qu'il n'en a rien été et qu'il n'en sera rien, malgré les discours lénifiants des politiques et du patronat, et les politiques de communication.

Gageons qu'il en sera de même avec le rail dans un proche avenir. Pour que ces objectifs soient atteints, encore aurait-il fallu que plusieurs conditions soient remplies, dont la transparence. Or force est de constater que ce n'est pas la qualité première de grandes entreprises adeptes de la culture du secret afin de mieux écraser la concurrence.

La dernière illustration en date de pratiques anti-concur-

rentielles nous est fourni par un Gafam, en l'occurrence Amazon. Dans un rapport publié début décembre, l'*Institute for local self-reliance* (ILSR), une ONG américaine spécialisée, outre-Atlantique, dans la défense des petites et moyennes entreprises, a épluché les comptes particulièrement opaques du géant de l'e-commerce. Il en ressort que son activité Amazon Prime, qui compte quelque 200 millions d'abonnés dans plusieurs pays, dont la France, est fortement déficitaire. Ainsi, pour la modique somme de 49 euros par an ou 5,99 par mois, les clients qui souscrivent à cette offre bénéficient d'un service livraison rapide et de nombreux

autres avantages: vidéo à la demande, stockage de photos, écoute de musiques... Pareille offre ne permet évidemment pas à Amazon d'équilibrer ses comptes. Pour compenser la perte massive qui en découle, l'entreprise de Jeff Bezos permet à des vendeurs tiers d'accéder à sa plateforme moyennant le versement de loyers qui, sans être prohibitifs, ne cessent, d'augmenter avec le temps, notamment pour pouvoir jouir de l'apposition sur leurs colis de la mention « *expédié par Amazon* » et des outils qui vont avec, créant ainsi une distorsion de concurrence.

En Italie, l'ACGM (Autorité garante de la concurrence et du marché) vient d'infliger à Amazon une amende d'un

milliard treize millions d'euros pour abus de position dominante et a exigé que le géant de l'e-commerce accorde les mêmes privilèges à tous ses vendeurs tiers. La plateforme a fait appel de cette décision arguant du fait que son modèle commercial contribuait au succès des entreprises italiennes: « *plus de la moitié de toutes les ventes annuelles d'Amazon en Italie proviennent de PME* », affirme-t-elle dans un communiqué, et de poursuivre: « *Nous investissons constamment pour soutenir la croissance des 18 000 PME italiennes qui vendent sur Amazon* ». Si les services fournis par Amazon sont indéniables, il n'en reste pas moins que ses pratiques lui permettent de museler la concurrence et d'asseoir sa domination sur l'e-commerce, faisant de lui un suzerain et de ses vendeurs de simples vassaux.

En France, l'Autorité de la concurrence, qui comme son homologue italienne est chargée de veiller à « *la défense d'une concurrence suffisante sur les marchés* », n'a pas réagi... probablement au nom de l'emploi, l'excuse habituellement servie par les pouvoirs publics, pourtant usée jusqu'à la corde. ■

NICOLAS PALUMBO.

La quinzaine sociale

■ **Mon hôpital va craquer.** – La CGT-Santé, SUD et plusieurs collectifs de soignants appellent à une journée de mobilisation le 11 janvier. De son côté, FO-Santé organise au siège de la confédération une « *conférence sur l'hôpital de demain* » à l'issue de laquelle devrait être décidée une manifestation de grande ampleur; entre-temps, elle aura rejoint les autres syndicats, le 27 janvier, pour un mouvement interprofessionnel. Enfin l'Unsa-Santé présentera en janvier son « *plan Marshall du recrutement et de la formation* ».

Les causes de ces rassemblements syndicaux? Un personnel exténué par les vagues successives de Covid-19, des départs massifs et un absentéisme qui pèsent sur

le personnel restant, des plans blancs qui deviennent la norme et un gouvernement qui minimise la situation. En ligne de mire: l'élection présidentielle et la volonté du personnel de faire de l'avenir de l'hôpital public un des thèmes de campagne. Mais si les syndicats s'activent c'est aussi parce que 2022 est une année électorale qui doit décider de la représentativité syndicale dans la fonction publique: pas sûr, pour autant, que le personnel suive, démotivé par toute une série de déconvenues.

■ **Drôle de transition énergétique.**

– Le 30 décembre, RTE (Réseau de Transport d'Électricité) a relevé son niveau de vigilance pour les mois à venir. La France pourrait, en effet, manquer d'électricité si les conditions météorologiques se dégradent (voir le communiqué en

p. 15 de l'actuel numéro). Parmi les raisons qui expliquent le pessimisme du responsable du réseau public de transport d'électricité haute tension français figurent les tensions sur le marché européen de l'énergie, l'arrêt pour cause de maintenance de 17 réacteurs nucléaires sur 56, et l'incapacité de l'éolien de combler ce déficit.

La seule bonne nouvelle se situe du côté de l'hydraulique (que le gouvernement envisage pourtant de privatiser!). Insuffisant cependant: un décret serait en cours de rédaction pour autoriser l'augmentation de production d'électricité par les centrales à charbon.

■ **Des nouvelles de la SAM.** –

Avant de rencontrer Bruno Le Maire la première semaine de janvier, Philippe Martinez s'est rendu, le 29 décembre, à Viviez (Avey-

ron), siège de la Société aveyronnaise de Métallurgie (SAM), pour soutenir les salariés du site de Decazeville qui occupent leur usine depuis plus de 40 jours (voir *Royaliste* n° 1223, le communiqué de la p. 15) et pour 30 jours encore minimum. Après avoir passé le réveillon de Noël sur place et avant celui du nouvel an, ils ont voté à l'unanimité la reconduite de leur mouvement jusqu'à la fin janvier.

D'autres actions – plus spectaculaires – devraient être décidées dans les prochains jours, si rien ne bouge. Or Renault, unique donneur d'ordres de ce sous-traitant, continue de proposer des reclassements sur des sites du groupe dans d'autres régions de France et l'État se contente de faire de la com' en dépêchant sur place un émissaire sans mission précise. À suivre.

N. P.

Si elles n'ont pas forcément lu l'œuvre de Guy Debord, la Société du Spectacle n'a en revanche pas plus de secrets pour elles que la Toile, au sein de laquelle elles opèrent et prospèrent.

Les nouvelles stars de l'extrême droite

« Je ne crois pas du tout à la thèse du "grand remplacement". Elle provient de gens qui voudraient que notre civilisation demeure immobile en l'état, et qui voient des influences extérieures comme des agressions et comme des annihilations. Mais une civilisation ne peut pas rester immobile, cela n'existe pas. » C'est ce qu'a confié Chantal Delsol au *Figaro Magazine* (29 octobre 2021). Si la philosophe conservatrice n'y croit pas, d'autres, en revanche sont persuadés que la population française est en train de disparaître, lentement substituée par une population immigrée, selon un plan préétabli par la classe dirigeante. Et tous ne sont pas zemmouriens.

Qui sont-ils ? Le journaliste Paul Conge, dans un essai au titre éponyme les appelle *Les grand-remplacés* (Arkhé, 2020, 251 p.), terme désignant les personnes souffrant de ce qu'elles nomment « grand-remplacement ». Si leur prophète, Renaud Camus, a soufflé au mois d'août ses 75 bougies, ses adeptes sont plutôt jeunes (30-40 ans), voire très jeunes (15-25 ans). Ils viennent parfois d'une famille politisée. Mais quand leurs grands-parents lorgnaient du côté de l'extrême gauche ou du Parti socialiste, eux regardent de l'autre côté : à droite. Bien à droite, même.

Une radicalisation progressive. Le plus souvent, les « grand-remplacés » sont issus de milieux sociaux dans lesquels on se désintéresse de la politique. Ils sont ce qu'Aymeric Patricot, dans un essai paru en 2013 a appelé *Les Petits Blancs* (Plein Jour, 163 p.), concept discutable et... discuté. Ils sont plus exactement ceux que le géographe Christophe Guilluy, le politologue Jérôme Fourquet ou la sociologue Violaine Girard qualifiaient de « représentants des classes moyennes souffrant de déclassement ou craignant de le connaître », ou, pour certains, de « personnes issues des classes populaires ».

Tous ont fini par croire, à force de l'entendre dire, qu'une guerre ethnique faisait actuellement rage, que nos dirigeants avaient planifié leur remplacement par des hordes d'immigrés. Craignant que la France ne devienne une terre d'Islam, d'être réveillés à l'aube par un muezzin et bientôt réduits à se nourrir de kebabs, ils se sont radicalisés. Mais pas du jour au lendemain. Et certainement pas à cause de la télévision, qu'ils ne regardent pas, très peu ou, comme beaucoup de Français, de moins en moins (Radio classique, 30 novembre 2021). Cette radicalisation s'est déroulée de façon progressive. Via



les jeux vidéo en ligne. Via les réseaux dits « sociaux ». Via le Web, qu'on appelle en français correct « la Toile ».

Depuis sa « démocratisation » au début des années 2000, celle-ci est devenue le terrain de chasse de moult prédateurs : « influenceuses » d'Instagram, pédophiles ou encore mouvements sectaires qui, en surfant sur l'intérêt croissant pour les sciences et médecines alternatives, trouvent désormais des cohortes de pigeons à plumer. Y braconne également, et avec succès, l'extrême droite, rebaptisée « droite radicale » par ses thuriféraires.

Les diatribes du dénommé Papacito ont très vite eu une ambition plus politique : rendre la droite « moins chiant ».

Le net, comme « terrain de jeu ». Avec la Toile, celle-ci tire effet son épingle du jeu. Grâce à l'attrait pour la permaculture ou le survivalisme (la préparation à la survie, en prévision d'une catastrophe), elle a drainé jusqu'à ses thèses des individus *a priori* loin de son univers. Cela dit, c'est surtout grâce à l'engouement contemporain pour un certain type de *coaching* – celui qui permettrait d'aligner les conquêtes féminines – qu'elle a pu conquérir de substantielles parts du marché politique. À lire Paul Conge, les « grand-remplacés », avant de basculer, sont souvent – pas toujours – des jeunes mal dans leur peau, timides, sans

vie sexuelle. Parmi ceux qui leur prodiguent des conseils pour « ne pas finir puceaux », le plus en vue est certainement Papacito (pseudonyme d'Ugo Jil Jimenez). Ancien du Front de gauche passé à droite, celui-ci s'est fait connaître avec un site baptisé « Fils de pute de la mode », avant de cartonner sur YouTube, grâce à sa chaîne. D'abord tourné contre les « hommes-soja » au mode de vie de « tantouzes », ses diatribes, sorte de conseils *lifestyle* « pour ne plus se saper ni vivre comme des flottes », ont très vite eu une ambition plus politique : rendre la droite « moins chiant ».

Doté d'un bagou que son accent toulousain rend au premier abord sympathique, Papacito lui a certes ravalé la façade. Avec ses dizaines de gags à la minute, son sens de la *punchline*, sa parfaite connaissance de la culture du clash et de celle du LOL, la droite, ou plutôt l'extrême droite, devient même très tendance. S'il n'a pas trop fait rire les milieux médiatiques et politiques en publiant en juin 2021 une vidéo dans laquelle il s'interroge sur la capacité de résistance d'un militant de gauche, il a en revanche réjoui la « fachosphère », l'ensemble de la mouvance d'extrême droite. Et même reçu l'appui de la petite « chaîne de réinformation » qui monte depuis sa création en 2014 : TV Libertés.

Star incontournable de l'extrême droite 5.0., Papacito n'est pas, loin s'en faut, le seul youtubeur régulièrement suivi par des milliers de personnes. Moins portés sur le coaching masculin, certains de ses frères d'armes « décryptent » quant à eux l'actualité avec des montages ravageurs et des références à la culture des *gamers* des jeux vidéo. Ils sont connus sous le nom de Valek, Psycho Sauce ou Le Raptor. Ils se conçoivent peu ou prou comme un contre-*Quotidien*, l'émission de Yann Barthès sur TF1, qui représente tout ce qu'ils abhorrent. Dans des vidéos efficaces, ils n'ont pas leur pareil pour dézinguer « droits-de-l'hommes », « immigrationnistes », « gauchiss », mais aussi végans, « woke », néo-féministes. Ils sont d'ailleurs si bons à ce jeu-là qu'ils sont également suivis, désormais, par un nombre croissant de jeunes des classes aisées. Et si ces derniers n'ont pas encore tous rejoint les rangs des jeunes de Génération Z, nul doute qu'ils voient chaque jour un peu plus le monde à leur façon. ■

SAMUEL BON.

► Paul Conge, *Les Grand-Remplacés. Enquête sur une fracture française*, Arkhé, 2020.

ALLEMAGNE

Changement dans la continuité et réciproquement

Une coalition inédite qui marque l'effritement du paysage politique allemand, un chapelet de mâles ambitions pas toujours cohérentes. Bienvenue en Allemagne.

Le gouvernement allemand pour la première fois, ne regroupe pas deux mais trois partis, les socialistes, les écologistes et les libéraux. Étrange attelage qui se veut une alternative à la précédente majorité, alors que c'est le numéro deux du gouvernement Merkel qui occupe désormais la chancellerie. Les libéraux gouvernent aux côtés des socialistes pour la première fois depuis 1982, date à laquelle ils avaient tourné casaque et décidé de gouverner avec la CDU d'Helmut Kohl. Les Verts sont de nouveau aux côtés des socialistes comme en 1998, où Joschka Fischer avait hérité du ministère des Affaires étrangères. Il en est de même cette fois-ci avec Annalena Baerbock. Le gouvernement, comme il se doit, est paritaire. Est-il de droite et de gauche, ou bien centriste, les deux se limitant réciproquement ? Examinons quelques points de son programme.

À côté de mesures « de gauche » sur le salaire minimum à 12 euros de l'heure, le nouveau gouvernement veut



Le nouveau chancelier Olaf Scholz en campagne en août 2021.

s'engager dans une politique de développement durable en favorisant la voiture électrique (15 millions de véhicules en 2030) en faisant appel massivement aux énergies nouvelles, en rompant avec le charbon en 2030 (et non plus en 2038) et en confirmant l'abandon du nucléaire. La part du rail dans le fret devra atteindre 25 % et le nombre des usagers devra doubler. Or les problèmes de pollution liés à la voiture électrique sont ignorés, le problème du coût de l'énergie oublié et, dans le même temps, on veut tout financer en respectant la règle de l'équilibre budgétaire. L'Allemagne l'autre pays du mystère.

En politique étrangère la défense des droits de l'Homme sera au cœur de la diplomatie allemande et Berlin fera pression en ce sens sur les autorités de Pékin. Saluons la volonté allemande de renoncer au marché chinois et adressons nos amitiés à l'industrie automobile de ce beau pays. L'Allemagne veut approfondir la construction européenne, en demandant la mise en place de listes transnationales aux élections européennes, en renforçant, dans un sens plus fédéral, l'Union et en promouvant la « souveraineté européenne ». La France sera-t-elle aimablement priée de laisser à l'Union son siège de membre perma-

nent au Conseil de Sécurité de l'ONU ? Cette souveraineté sera développée dans le cadre de l'Otan, organisation dont un président français a dit je crois qu'elle avait un encéphalogramme plat. Le gouvernement allemand nous prendrait-il pour des imbéciles ? Je ne veux même pas commencer à esquisser la question, tant elle est monstrueuse à l'égard d'un partenaire avec qui nous formons un couple sans nuage, depuis 1963 au moins. ■

MARC SÉVRIEN.

Les Faits majeurs

■ **Chine.** – Dans le cadre d'opérations menées par la police chinoise contre le site d'information Stand News, réputé pro-démocratie, l'actuel rédacteur en chef et son prédécesseur ont été arrêtés le 29 décembre et mis en examen pour « sédition » et « allégations mal-faisantes ». Cinq autres personnes ont été entendues et placées en détention provisoire. La société éditrice est également poursuivie pour appel « à la haine et à l'outrage ». Ce coup de filet contre un média d'opposition a été vivement critiqué par la diplomatie américaine.

■ **Russie.** – La Cour suprême a prononcé la dissolution, le 28 décembre, de l'ONG Memorial International créée à la fin des années 1980 pour préserver la mémoire des victimes du stalinisme et accompagner leurs familles. Le lendemain, un tribunal moscovite a dissout une association de protection des droits de l'homme en Russie, affiliée à Memorial. Cette double offensive judiciaire inquiète les observateurs internationaux et représente un rude coup porté à l'opposition au président Poutine.

■ **Somalie.** – Alors que le Premier ministre Mohamed Hussein Roble a été suspendu de ses fonctions par le président Abdullahi dit « Farmajo Mohamed » qui le soupçonne de corruption, des militaires fidèles au chef du gouvernement se sont déployés autour du palais présidentiel le 28 décembre. Cette escalade représente le point culminant des tensions entre les deux têtes de l'exécutif. Roble accuse pour sa part Farmajo, toujours au pouvoir en dépit de l'expiration de son mandat en février 2021, de fomenter un coup d'État.

Voix étrangères

■ **Asie post-soviétique.** « L'Asie après l'Union Soviétique » est le dossier du mois de décembre 2021 de la revue géopolitique publiée à Singapour, *The Diplomat*, qui tire le bilan dans cinq pays : Chine, Inde, Japon, Corée, Vietnam, pour conclure que « de manière évidente et parfois subtile, l'héritage soviétique reste pertinent (relevant) à travers l'Asie ».

Vu d'Europe occidentale on oublie souvent la dimension asiatique de l'URSS. Comme l'écrit un auteur, « la guerre froide n'a jamais rien eu de froid en Asie » : trois millions de morts en Corée, trois millions au Vietnam, un autre million entre Laos et Cambodge.

Ce n'est pourtant pas ce que retiennent les divers analystes asiatiques : pour la Chine, la conséquence de la dissolution de l'URSS, c'est certes la disparition d'un rival en communisme et en

hégémonie sur l'entre-deux (Asie centrale) mais surtout la fragilisation du Parti Communiste comme source de légitimité, en vertu de ce que l'on appelle le « syndrome Gorbatchev ». Xi Jinping mettra toute son énergie et son intelligence à prévenir la répétition d'un processus analogue pour la République Populaire de Chine, nouvelle URSS.

L'Inde a perdu une autre source de légitimité : le non-alignement, rendu superfétatoire par la dissolution des « blocs ». Dès 1992, elle trouve une idéologie de substitution avec le siège de la mosquée d'Ayodhya, site transformé depuis en temple hindou.

Le Japon espérait de la fin de l'URSS le retour des Kouriles. En trente ans, le dossier n'a pas progressé. L'opinion japonaise est globalement la plus négative à l'égard de Moscou.

Le président coréen de l'époque (1988-1993) vient de décéder le 26 octobre : Roh Tae-woo avait

lancé l'ouverture au Nord. On sait ce qu'il en est advenu.

Le résultat le plus décisif est à chercher au Vietnam, dont Moscou fut le soutien le plus constant pendant et après la guerre. Comme Cuba, Hanoï perdit presque du jour au lendemain un soutien estimé ici à un milliard de dollars par an. 6000 experts de l'Union Soviétique ont quitté le Vietnam en 1991. Pourtant le pays, s'il est resté communiste, a économiquement rebondi en suivant le modèle chinois, sans s'aligner sur son vieil ennemi du nord. La flotte américaine a remplacé la soviétique et même la russe à Cam Ranh Bay.

Les deux prochaines décennies au moins devraient être dominées par la compétition entre États-Unis et Chine. On comprend que le souvenir de la rivalité américano-soviétique n'est pas jugé inutile en Asie. Y. L.

► *The Diplomat*, n°85, décembre 2021, <https://thediplomat.com/>

Une majorité d'immigrants (hors Syrie et Afghanistan) viennent de la Corne de l'Afrique (Somalie, Soudan et Éthiopie/Érythrée), soumise à une déstabilisation qui ne semble pas connaître de fin.

Entre Nil et mer Rouge

PAR YVES LA MARCK

A Calais ou à Vintimille, qui distinguera un Érythréen d'un Soudanais ou d'un Somali? Peut-être sera-t-il Djiboutien ou Éthiopien? Ils sont au bas mot dix millions répartis à travers le monde, sur une population d'environ 180 millions (dont 110 en Éthiopie) dans la corne de l'Afrique. Les trois pays les plus à risque, Sud-Soudan, Érythrée et Somalie comptent seulement 25 millions d'habitants. L'ONU, en 2015, comptait pour la seule Érythrée, 5 000 départs par mois.

Trois guerres ont accouché de trois États supplémentaires: le Somaliland, qui s'est autoproclamé indépendant en 1991, n'est pas reconnu internationalement, l'Érythrée qui a gagné son indépendance de l'Éthiopie en 1993, le Sud-Soudan en 2011. Avec Djibouti, ce sont désormais sept États qui se partagent cet espace entre Nil et mer Rouge, au sud de l'Égypte. Celle-ci et l'Éthiopie – avec des populations comparables – ont longtemps exercé l'hégémonie sur l'ensemble de la région, successivement ou alternativement, comme aujourd'hui où elles se disputent les eaux du Nil bleu.

Abiymania. Le nouveau Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed, investi en 2018, avait décelé une fenêtre d'opportunité avec le retour sur soi de l'Égypte, la révolution soudanaise et l'impasse érythréenne. Al-Bachir au pouvoir à Khartoum depuis 1989, Afeworki à Asmara depuis 1991, allaient bon gré mal gré céder la place aux nouvelles générations. Le dictateur érythréen a 75 ans, Abiy Ahmed 45. Fut-il trop confiant? Quelle mouche l'avait piqué quand, à Davos le 10 février 2019, au rassemblement des puissants de ce monde, il évoqua le projet d'une forme d'union entre Éthiopie, Érythrée et Djibouti?

L'accès à la mer Rouge est le dessein historique des dynasties successives du Royaume de Juda. Le Premier ministre aurait pu ajouter la Somalie, si cela n'allait pas sans dire, l'Éthiopie incluant depuis la Seconde Guerre mondiale l'une de ses provinces historiques, l'Ogaden. Afin de sécuriser ses frontières, elle s'est projetée en Somalie, où elle lutte contre les Shebab pour le compte des autorités de Mogadiscio en proie à d'incessantes rivalités internes. Au Nord, au Somaliland, stable et quasi démocratique, Addis-Abeba développe son accès au port de Berbera sans toutefois remplacer celui de Djibouti.

Il n'en fallait pas plus pour croire à la venue du Messie. Abiy Ahmed semble s'en être lui-même persuadé. Le choix du comité Nobel de lui décerner le prix de la Paix en novembre 2019, pour avoir scellé la paix avec l'Érythrée, n'est qu'un symbole



Le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed. Le conflit au Tigré a confirmé la faiblesse de son pays.

WIKIPEDIA, PHOTO: MARK NEIMAN

de cette « *Abiymania* » répandue parmi les dirigeants de ce monde. L'Occident est toujours autant que la Russie ou la Chine à la recherche de l'homme fort qui saura maintenir l'ordre, valeur suprême, beaucoup plus encore que la démocratie.

Les Turcs sont à Mogadiscio, les Russes à Khartoum, enfin à Djibouti : Français, Américains, Japonais, Chinois.

Guerre au Tigré. L'insurrection tigréenne fut le caillou dans la chaussure. Elle révéla non seulement la vraie nature du rapprochement avec l'Érythrée, déclenchant des réflexes de revanche (de la part des Amharas), qui ravivèrent les haines raciales. Elle démontra la faiblesse de ce géant aux pieds d'argile, enlevant toute crédibilité au Premier ministre mais aussi à l'Éthiopie en général, à son armée – dont la valeur tenait aux Tigréens – et à son économie choyée par tous les investisseurs au monde, des Chinois aux Américains et aux Européens.

Et Abiy d'aller quêter comme d'autres avant lui l'aide militaire là où il pouvait la trouver: aux Émirats arabes unis (EAU), en Turquie, en Iran, en Chine, en Israël. Partout, sauf aux États-Unis qui sanctionnaient le régime, pensant – faussement – pousser ainsi à un cessez-le-feu. Les drones turcs, comme à Tripoli (Libye) et au Haut-Karabakh, firent la différence sans traiter du fond du problème.

Géopolitique de la mer Rouge. La question est de savoir pourquoi ces pays ont décidé d'aider le gouvernement d'Addis-Abeba, au-delà de simples contrats commerciaux de ventes d'armes. L'engagement des Émirats datait de la guerre au Yémen. Leur retrait de celle-ci rendait moins important l'utilisation de bases arrière, sur la côte africaine de la mer Rouge en Érythrée, à Assab. Les EAU conservent pour le moment le contrôle de l'île de Socotra, yéménite mais située au large de la pointe avancée de la Somalie. Ils ont acquis la gestion du port de Berbera au Somaliland après avoir dû quitter celui de Djibouti, que le président Ismaël Omar Guelleh a concédé à la Chine. Leur intérêt pour la région s'inscrit plus largement dans le cadre de la politique de cordon sanitaire autour de l'Iran, dont il s'agit d'empêcher la navigation autour de la péninsule arabique reliant le Golfe à la mer Rouge. Cela dépasse le simple enjeu du Yémen. La mer Rouge est la voie d'accès maritime de l'Iran à la Méditerranée et à l'Europe. Elle n'est pas tant la ligne de partage entre l'Afrique et l'Asie que, depuis Moïse, un chemin de traverse. L'Arabie saoudite avait même imaginé en 2008 la construction d'un pont (28,5 km) entre Djibouti et le Yémen confié à la société Ben Laden. L'idée d'en faire un lac arabe est ancienne. C'est pourquoi la région intéresse tant Israël, qui y dispose d'un accès à Eilat et qui avait occupé des îles de l'archipel érythréen des Dahlak, Israël qui a accueilli des milliers de Falasha d'Éthiopie et du Soudan.

Qui n'a pas de base sur cette mer ou à son débouché sur l'océan Indien dont elle contrôle l'accès par le détroit du Bab-el-Mandeb? Les Turcs sont à Mogadiscio, les Russes viennent de signer avec Khartoum la cession d'une base à Port-Soudan, enfin à Djibouti: Français, Américains, Japonais, Chinois. L'implantation américaine y servait de base logistique aux opérations en Afghanistan et en Irak. Le retrait de ces théâtres devrait en modifier la configuration. Les Chinois ont enregistré de nombreux revers dans la région, ayant dû rapatrier leurs ressortissants de Libye, du Soudan, du Yémen, et sont confrontés au piège de la dette à Djibouti.

Les Français sont les seuls qui soient liés à Djibouti par un accord de défense. Initialement conçu face au mastodonte et à l'irréductibilisme somali, il avait pris un nouveau cours en raison de la piraterie maritime et du terrorisme islamiste. Son redéploiement à Abou Dhabi en 2010 a pu donner le sentiment de fragiliser la défense de Djibouti, accentué par le parti pris pour le voisin éthiopien. ■



© CONGRÈS DE NOUVELLE CALÉDONIE

Congrès de Nouvelle-Calédonie. L'avenir de l'archipel passera sans doute par une plus large autonomie politique, qui pourrait s'inspirer de l'idée d'auto-organisation.

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie (II)

Bernard Deladrière est une personnalité de la vie politique de Nouvelle-Calédonie. Dans l'entretien qu'il nous avait accordé en novembre dernier (cf. *Royaliste* n°1221), il rappelait les acquis des vingt années de paix qui se sont écoulées depuis les accords de Matignon de 1988. Il aborde, dans ce second entretien, les enjeux d'avenir et le processus politique à construire pour aboutir à un projet néo-calédonien ambitieux.

Le référendum du 12 décembre s'est conclu par un rejet de l'indépendance. Comment ce résultat a-t-il été reçu ?

Bernard Deladrière : Les résultats de la troisième et dernière consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté, et donc à l'indépendance, prévue par l'Accord de Nouméa ont été accueillis par la population avec calme et sérénité, sans manifestation de liesse d'un côté ni expression de dépit de l'autre. Tout le monde sent bien, en effet, que s'il s'agit certes de la confirmation essentielle qu'une majorité des Calédoniens souhaite que la Nouvelle-Calédonie reste dans la France, ce n'est malgré tout qu'une étape vers la définition d'un avenir partagé. Du côté des forces politiques locales, les « loyalistes » se sont bien sûr félicités de ce résultat tout en appelant de leurs vœux l'ouverture de discussions alors que les indépendantistes contestent la légitimité et la validité de ce scrutin et pour certains d'entre eux en ont demandé l'annulation au Conseil d'État.

Dans notre précédent entretien, vous aviez souligné, qu'en cas de victoire du Non, il faudrait passer rapidement à une nouvelle étape. Comment voyez-vous ce processus ?

La consultation du 12 décembre dernier met « un terme juridique » à l'Accord de Nouméa, comme l'a déclaré le président de la République dans son allocution du même jour, mais elle y met également un terme politique. Et il ne serait pas bon pour la Nouvelle-Calédonie et ses habitants que ce vide politique dure trop longtemps. Toutefois un consensus est finalement apparu entre l'État et les forces politiques locales pour admettre qu'il ne serait pas opportun d'engager des discussions sur l'avenir avant les échéances nationales présidentielles et législatives. Mais cette période de six mois pourrait être mise à profit pour d'une part lancer une grande consultation citoyenne sur l'ensemble des sujets de société, et d'autre part pour travailler avec l'État sur le bilan du processus entamé en 1988 avec les accords de Matignon ainsi que sur les grands sujets de l'heure : pandémie de Covid-19, finances publiques et comptes sociaux, nickel etc. En fait la Nouvelle-Calédonie est entrée dans une phase transitoire qui devrait se terminer si possible en 2023 par un « référendum de projet » sur une nouvelle solution consensuelle. Il ne faut pas se cacher la grande difficulté de la tâche, les indépendantistes n'ayant en aucune manière renoncé à leur projet... d'indépendance.

Certaines formations politiques ont-elles déjà avancé des idées sur le nouveau cadre institutionnel à construire ? Sur les objectifs à poursuivre, les politiques à développer dans l'avenir ?

Les indépendantistes ont produit, à l'occasion des trois consultations successives, un projet institutionnel se situant dans l'hypothèse d'une indépendance mais rien dans le cadre d'un maintien dans la République. Du côté « loyaliste » de nombreuses propositions ont été faites qui ont toutes pour point commun la volonté de remettre complètement à plat le cadre institutionnel des accords de Matignon et de Nouméa qui a permis plus de 30 ans de paix, de prospérité et de stabilité mais dont les effets pervers sont devenus au fil du temps nombreux et pour certains insupportables.

Ainsi devra-t-il être mis fin avant 2024 (date des prochaines élections aux assemblées de Province et au Congrès) au gel du corps électoral contraire aux grands principes nationaux et internationaux de la démocratie. Devront également être revus : la péréquation des recettes fiscales entre les provinces, la représentation inégalitaire de celles-ci au Congrès, le fonctionnement du gouvernement local, la place des Provinces, le rôle des institutions coutumières et la place de la coutume mélanésienne etc.

Vous plaidez pour un modèle de développement plus diversifié et pour une forte réduction des inégalités. Quels moyens faut-il privilégier ? Comment la France doit-elle accompagner le territoire dans ces projets ?

Je suis profondément convaincu que l'avenir de paix et de stabilité de la Nouvelle-Calédonie passe notamment par une réduction des inégalités. Le meilleur outil pour ce faire est l'emploi et l'insertion professionnelle. L'éducation, et la formation tout au long de la vie doivent donc être au cœur des politiques publiques pour mieux promouvoir l'égalité des chances et permettre à chacun de réaliser ses rêves et ses ambitions.

Comme je l'indiquais précédemment, il nous faut échapper aux cycles conjoncturels du nickel en encourageant par les interventions publiques le développement de tous les secteurs créateurs d'emplois pour lesquels la Nouvelle-Calédonie dispose d'atouts : économie verte et bleue, transition énergétique, tourisme, agriculture, etc. L'accompagnement de l'État continuera d'être essentiel. Il dispose à cet égard d'outils qui ont fait leur preuve comme la « *défisicalisation outre-mer* » ou les « *contrats de développement* » (contrats de plan).

Cette nouvelle étape devra-t-elle se traduire par une plus grande autonomie politique ? Dans quels domaines ? Dans cette perspective se pose une autre grande question pour l'avenir : la construction d'une identité partagée entre les différentes communautés. Comment avancer sur ce sujet sensible ?

Les trois consultations successives sur l'accession à la pleine souveraineté ont malheureusement ravivé les antagonismes et les divisions sur une triple base communautaire, géographique et politique.

Les responsables politiques calédoniens et l'État devront donc faire preuve d'audace, d'imagination et d'inventivité pour arriver à une solution politique et institutionnelle durable et innovante, sans préjugés ni tabous. Les débats devront porter de manière approfondie - et au risque une nouvelle fois de choquer certains professeurs de droit - sur les notions de souveraineté et d'interdépendance. Et la nouvelle solution se situera nécessairement, à mon avis, aux confins de l'autonomie, avec une « souveraineté partagée ». Une notion évoquée au détour de l'accord de Nouméa aura probablement une place particulière également, c'est celle d'« auto-organisation ».

La Nouvelle-Calédonie est riche de ses identités plurielles et tout l'enjeu est d'arriver - à partir de ces identités - à réaliser enfin cette communauté de destin déjà prévue par l'accord de Nouméa, en route vers un véritable « peuple calédonien », partie intégrante du peuple français, mais l'identité commune ne se décrète pas ; elle suppose des mythes et des héros parta-



Bernard Deladrière. Haut fonctionnaire, plusieurs fois membre du gouvernement de Nouvelle-Calédonie, il développe des vues originales sur l'avenir de l'archipel.

gés, ce qui prendra plusieurs générations. Une première étape pourrait consister dans un rapprochement entre les statuts civils puisqu'actuellement cohabitent en Nouvelle-Calédonie des citoyens de statut civil de droit commun et des citoyens de statut civil coutumier kanak. La Nouvelle-Calédonie est aujourd'hui compétente en matière de droit civil et l'on peut imaginer des apports réciproques entre les deux statuts civils.

Tout l'enjeu de l'étape qui s'ouvre est d'arriver à créer une communauté de destin, un « peuple calédonien », partie intégrante du peuple français.

Un autre enjeu essentiel de ces discussions sera donc la recherche et la définition d'une relation renouvelée entre la France et les populations calédoniennes. La Nouvelle-Calédonie, émancipée de la Métropole, aura besoin plus que jamais de la protection de la France : protection contre les appétits extérieurs, mais aussi protection contre nos divisions et antagonismes internes. Après les trois consultations et la fin de l'Accord de Nouméa on peut considérer que la page de la colonisation est définitivement tournée ; nous devons écrire une nouvelle page, celle d'une relation librement consentie et mutuellement bénéfique.

Les rapports entre la France et les États voisins du Pacifique ont évolué positivement depuis une vingtaine d'années à travers notre présence au sein du Fo-

rum des Îles du Pacifique. L'avenir de la Nouvelle-Calédonie passe-t-il selon vous par une coopération régionale renforcée ?

Je dois tout d'abord noter avec un certain étonnement l'absence de réaction officielle à ce jour - et à ma connaissance - de la part de nos grands voisins, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, à la suite du scrutin du 12 décembre, à la différence des deux premières consultations. C'est probablement à mettre sur le compte de leur perplexité du fait de l'abstention massive de ceux-là même qui avaient demandé l'organisation de ce scrutin.

Quant au Groupe du Fer de lance mélanésien son secrétariat a indiqué qu'il s'associait à la demande du F.L.N.K.S tendant à ce que l'O.N.U. déclare les résultats du scrutin « *nuls et non avenue* ». Le Forum des Îles du Pacifique (F.I.P) - plus importante organisation politique de la région - pour sa part a relevé que le vote s'était déroulé de manière pacifique, dans l'ordre, et bien organisé, tout en notant que la participation devait être prise en compte dans l'interprétation des résultats. Réaction prudente et modérée donc du F.I.P.

Ces réactions ou absences de réaction témoignent donc des progrès considérables réalisés depuis les années 80 dans l'intégration de la Nouvelle-Calédonie dans son environnement régional et du regard bienveillant porté sur la présence de la France dans le Pacifique Sud. La double identité française et européenne d'une part, océanienne d'autre part de la Nouvelle-Calédonie est un atout indéniable pour la France et pour notre territoire. Et cette intégration renforcée ainsi qu'une coopération régionale développée font partie des éléments permettant de progresser vers la communauté de destin calédonienne.

Outre les aspects stratégiques et géopolitiques évoqués dans notre précédent entretien, il est clair que l'existence en Nouvelle-Calédonie (mais aussi en Polynésie française) d'un réseau très étendu d'opérateurs et d'instituts et centres de recherche (IRD, IFREMER, AFD, Institut Pasteur etc.) nationaux constitue un atout majeur pour promouvoir des coopérations régionales, notamment en matière de protection de la biodiversité, de gestion des ressources marines et de santé.

Plus généralement les Exécutifs des collectivités françaises ont vocation à devenir les interlocuteurs privilégiés des petits États insulaires du Pacifique. En fait la politique de la France vis-à-vis de ces États - devenus un enjeu de la rivalité entre la Chine et les États-Unis - devrait être fondée sur une co-construction et une co-responsabilité entre l'État et les collectivités françaises de la région. Par ailleurs, la France est aujourd'hui la seule puissance de l'Union européenne présente dans la zone et ses territoires pourraient devenir les « têtes de pont » pour les actions de l'U.E dans la région. ■

Propos recueillis par François Renié.

La tyrannie du mérite



Michael Sandel.

Notre journal a déjà évoqué la crise de l'université, largement due au manque de financement et aux injonctions contradictoires de l'État. Michael Sandel remet en cause l'idée même de méritocratie.

Sandel questionne le dogme, des politiques publiques depuis deux générations, selon lequel les distinctions fondées sur le mérite sont justes et efficaces. Après Platon, les pères fondateurs de la démocratie américaine ont partagé l'idée que la vertu civique est une qualité nécessaire à l'exercice du gouvernement. Conception qui trouve sa source dans la théologie de la Genèse et de l'Exode, puis dans l'éthique protestante analysée

par Max Weber, « l'évangile de la prospérité » des télévangélistes, selon lequel Dieu récompenserait les justes par la santé et la réussite profane.

Ce « providentialisme libéral » accompagne la globalisation marchande, le bien commun se résume à la satisfaction du consommateur par la maximisation du PIB. La globalisation est non seulement profitable mais morale, le marché récompense le mérite. Ces

croyanances ont conquis, non seulement la droite républicaine, mais très largement les démocrates américains et la philosophie universitaire.

C'est Barack Obama déclarant : « dans une économie globale, les emplois peuvent être pourvus partout dans le monde. (...) Et vous avez des milliards de gens (...) qui sont en concurrence directe avec vous. (...) Si vous n'avez pas une bonne formation, il est difficile de trouver un travail qui vous permette de gagner votre vie honorablement ».

Or la promesse de mobilité et de justice sociale des initiateurs de la méritocratie après la guerre s'est révélée illusoire. Dans le segment inférieur de l'échelle des revenus américains (20 % de la population), seul un individu sur vingt accède au segment supérieur (20 %). Les tests d'admission dits objectifs avantagent les catégories supérieures. Il y a eu diversification des élites en termes de genre et d'origine ethnique, homogénéisation en termes de classe.

Le culte du diplôme a créé parmi les étudiants une compétition féroce. Il a surtout légitimé les inégalités. À la fin des années soixante-dix, les dirigeants des grandes entreprises américaines gagnaient trente fois plus que l'employé moyen.

En 2014, trois cents fois plus.

Mépris de classe et *hubris* méritocratique en haut, humiliation en bas. Le débat démocratique est réduit aux nuances d'une politique technocratique. Comme si la possession d'un diplôme et la capacité à faire carrière dans l'univers capitaliste garantissaient vertu civique et vision politique.

Le constat n'est pas seulement américain. En Europe aussi « les diplômés gouvernent les non-diplômés », dont la parole est disqualifiée. Rien d'étonnant à ce que les classes populaires réagissent, sur les deux rives de l'Atlantique, par un populisme virulent, qui vise autant l'exigence de respect que la demande de pouvoir d'achat.

Plus qu'une analyse de la crise universitaire, l'auteur offre sa lecture de la crise de la démocratie. Ses remèdes ? Recentrer l'organisation économique sur le travail et la « justice contributive », investir massivement dans la formation technique, déplacer la charge fiscale du travail vers la consommation et la spéculation. Et surtout, rétablir le débat démocratique sur la notion de bien commun. ■

ÉRIC CEZEMBRE.

► M. J. Sandel, *La Tyrannie du mérite*, Albin Michel, mars 2021, Arkhê, 2020.

Dans les revues

■ Tocqueville.

Nous lisons Lucien Jaume depuis son grand livre sur *Le Discours jacobin et la démocratie moderne*, publié en 1989. Ses ouvrages sur le libéralisme nous ont permis de nous situer dans l'école française – celle du libéralisme par l'État – et d'approfondir notre réflexion sur la Révolution française à l'occasion de l'ouvrage qu'il a consacré à l'idée de régénération en 2015. Nous attendons avec impatience la publication de *L'État et les religions en France, Des origines à nos jours* (Tallandier) et sa présentation aux Mercredis de la NAR, le 9 février.

En 2008, nous avons reçu Lucien Jaume pour l'ouvrage qu'il avait consacré à Tocqueville, *Les sources aristocratiques de la li-*



berté (Fayard) et c'est sans surprise que nous le retrouvons dans *Commentaire*, où il salue l'achèvement des *Œuvres complètes* par la publication des trois tomes de la *Correspondance à divers* (Gallimard, 2021) grâce au travail accompli par Françoise Mélonio et Anne Vibert.

Cette *Correspondance* couvre les années 1822-1859. On y vérifie que le théoricien est un homme d'action. En 1830, il patrouille en armes dans Versailles pour défendre Charles X et « souhaite la guerre civile » ... mais il prête serment à la Monarchie de Juillet comme magistrat auxiliaire. Élu à l'Assemblée constituante après la Révolution de 1848, il est du côté des défenseurs de l'ordre. Lors de la manifestation ouvrière du 16 avril 1848 et il écrit : « J'ai eu à la main le fusil au lieu de la plume ». Ministre des Affaires étrangères de juin à octobre 1849 dans le gouvernement d'Odilon Barrot, il compte parmi les opposants au coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte.

Cette partie de la *Correspondance* permet de suivre le cheminement politique de Tocqueville, légitimiste qui, encore en 1851, espère une fusion des deux branches tout en s'affirmant libéral. L'auteur de *La Démocratie en Amérique* souhaite la constitution de deux grands partis – l'un conservateur, l'autre libéral qui serait le parti du « progrès à l'avantage de tous », mais il se désole de constater en 1845 la perte du sens de l'intérêt général dans le personnel politique et pressent une révolution qu'il annonce dans son discours du 27 janvier 1848.

Tocqueville apparaît comme un « penseur mélancolique de l'histoire » – tel est le titre de l'article de Lucien Jaume – qui rompt douloureusement avec l'imaginaire légitimiste pour accepter « l'égalité des conditions » et la souveraineté du peuple – parce que tel est le mouvement de l'histoire qu'il a observé en Amérique. Ce libéral est partisan de la décentralisation et reproche à Louis XVIII d'avoir

maintenu les structures napoléoniennes. Avant 1848, il tente de créer une Jeune gauche mais s'oppose au socialisme naissant sans rejoindre le camp de la bourgeoisie et des classes moyennes chères à Guizot et Thiers. Il ne rejoint pas non plus les catholiques libéraux et, s'il se rapproche de Montalembert après le Deux décembre, il trouve ce dernier trop conservateur, trop hostile à la Révolution de 1789 et trop asservi à l'Église.

Isolé en politique, Tocqueville voudrait « spiritualiser la politique » et élever le niveau de conscience du peuple mais n'apprécie pas – c'est le moins qu'on puisse dire – ses insurrections. Son dégoût de la classe politique pourrait le conduire au cynisme, mais il croit au mystère de l'Histoire, qui du mal peut faire sortir un bien... Le désespoir est encore et toujours à surmonter !

YVES LANDEVENNEC.

► *Commentaire*, n° 176, Hiver 2021-2022.

DR



par Gérard Leclerc

René Girard, le perturbateur bienfaisant

L'avantage d'avancer en âge, c'est peut-être de mieux percevoir, existentiellement, la dimension historique. Non seulement on prend conscience de la succession des générations de penseurs, mais encore de leur inscription dans la durée, de la genèse de leurs évolutions et des différences imposées au gré de leur créativité, et parfois de leur génie. Tel est bien le cas de René Girard. Le documentaire que vient de réaliser Yves Bernanos, sur l'auteur de *La Violence et le sacré* m'a conduit à une anamnèse qui m'a fait revivre presque une cinquantaine d'années. En effet, ce penseur, dont discutent avec pertinence les meilleurs connaisseurs de son œuvre dans le film, je l'ai connu cinquantenaire, alors qu'il n'était pas encore parvenu au terme de sa recherche. Celle-ci devait prendre, en effet, ce qu'on pourrait appeler son dernier tournant en 1978, avec la publication de son essai à trois voix (il était relancé dans sa réflexion par Jean-Michel Ourghouliau et Guy Lefort) : *Des Choses cachées depuis la fondation du monde*.

Après avoir mis en évidence la structure mimétique du désir puis l'intrusion d'une violence à maîtriser dans les relations sociales, René Girard faisait intervenir un éclairage biblique qui prenait à contre-pied la fonction sacrificielle de la religion. Au lendemain de la publication de *La Violence et le sacré* (1972) un critique avait pu prétendre qu'il s'agissait d'une analyse purement athée du phénomène du sacré. Cette qualification était erronée, mais elle avait le mérite de souligner que la méthodologie girardienne s'apparentait au domaine des sciences modernes, et qu'elle pouvait évoquer des prédécesseurs comme Durkheim et Freud, sauf que Girard allait chambouler complètement ce champ de la culture, en établissant qu'avec la révélation biblique il y avait eu une mutation radicale du religieux.

Le documentaire d'Yves Bernanos rappelle avec force ce tournant, non sans l'associer à la conversion personnelle de René Girard à la foi chrétienne. Cette démarche intérieure n'a, d'évidence, pas été étrangère au développement de sa pensée, mais elle n'aboutit pas à une transformation de l'anthropologue en théologien. C'est en pleine cohérence avec ses propres disciplines que Girard aborde le cursus biblique pour y faire des découvertes détonnantes. Ce que la Bible révèle, c'est la nature perverse du rituel sacrificiel, dès lors qu'il aboutit à la désignation du bouc émissaire pour décharger le corps social de sa violence autodestructrice. Je suis témoin que, sur le moment, les théologiens ne demeurèrent pas indemnes d'une telle lecture biblique et qu'ils furent même contraints à des mises au point sur la doctrine de la Rédemption, centrale dans le christianisme. Ne parlait-on pas couramment du sacrifice du Christ pour le Salut du monde, ce qui sous-entendait – le mot est dans les trois Évangiles synoptiques – le rachat de tous les péchés.

René Girard lui-même, à ce qu'il me semble, n'était nullement étranger à l'interrogation théologique d'ordre doctrinal à laquelle son élucidation du terme de sacrifice donnait lieu. Je l'ai entendu s'interroger sur la théorie de la satisfaction énoncée par saint Anselme de Cantorbery, dont la pensée eut tant d'influence au Moyen Âge et par la suite. Une telle théorie aboutissait-elle pour le Christ à endosser le rôle de victime émissaire, dont lui, Girard, avait démontré à quel point elle était équivoque ? Non, parce que le témoignage même des Écritures attestait le refus d'accepter un tel rôle. Il n'empêche que la mort sur la croix avait bien une valeur rédemptrice, mais celle-ci ne s'inscrivait nullement dans le processus d'exutoire des victimes sacrifiées pour protéger les groupes sociaux de leur propre dissolution. Elle en révélait, au contraire,

définitivement la malignité et la fausseté, à travers l'évidence qu'il s'agissait bien du meurtre de l'Innocent auquel nulle responsabilité criminelle ne pouvait être imputée.

J'ai eu à ce propos un échange de correspondances avec le théologien d'un grand monastère bénédictin, qui n'arrivait pas à admettre ce type de distinction, qui lui semblait émousser la charge violente de la rédemption. *A contrario*, le cardinal de Lubac accueillait avec beaucoup d'intérêt l'élucidation proposée. C'est donc que la pensée de René Girard obligeait à un réexamen général de beaucoup de notions jusqu'ici couramment admises.

Et ce n'était pas vrai que dans l'ordre théologique. Si on récapitule tout depuis le premier ouvrage fondateur *Mensonge romantique et vérité romanesque* (1961), on se rend compte que le penseur a renouvelé bien des problématiques, que ce soit en critique littéraire, en sociologie, en psychologie, en ethnologie, voire dans le domaine politique et les relations internationales. D'excellents spécialistes en littérature se trouvaient dépassés pour ne pas avoir perçu les mécanismes des relations passionnelles. Là-dessus, le documentaire d'Yves Bernanos, en insistant sur les lois du désir mimétique, permet de comprendre l'ampleur de la révolution anthropologique induite des premiers travaux de notre universitaire parti en Amérique, pour y introduire tout autre chose que la confusion déridienne.

Girard est venu, avec son élucidation du désir, au secours d'un monde fasciné par ce désir, mais dans l'ignorance de sa dimension métaphysique totalitaire. Bien loin d'être un simple besoin ou appétit, il aspire à une plénitude infinie et est donc condamné à l'insatisfaction. Les modernes ou les post-modernes ont cru, à travers leurs mouvements de libération, faire sauter toutes les digues opposées à l'insatisfaction, mais ils n'ont fait qu'attiser celle-ci, en renforçant sa tyrannie. Seule l'élucidation du caractère mimétique était capable finalement de sauver le désir de ses vertiges et de ses pathologies. Loin de se réduire à la définition de simples lois psychologiques, l'investigation renvoie à toute la richesse d'un développement intérieur, celui dont la grande littérature constitue le réceptacle indépassable. Girard n'est sûrement pas du côté de ceux qui s'acharnent à dévaloriser la culture classique.

Il faut se féliciter aussi que dans le documentaire proposé sur la chaîne KTO, l'attention se reporte finalement sur le dernier grand ouvrage de René Girard, intitulé *Achever Clausewitz* (2007), composé avec l'aide précieuse de Benoît Chantre. Il nous introduit dans notre pleine actualité, non sans susciter quelque frayeur quant à la dimension apocalyptique de la violence en notre temps. Car il y a tout un discours de la guerre à revoir. Certes, l'Europe semble avoir compris la leçon des conflits démesurés où les buts consistaient en la destruction absolue de l'adversaire. Mais qu'en est-il aujourd'hui de la situation mondiale avec l'accumulation des moyens d'anéantissement et hors des garde-fous mythologiques d'antan ? La dimension apocalyptique nous renvoie à une perspective de fin du monde, mais elle conserve aussi la possibilité d'une révélation lucide d'une humanité qui prend conscience du caractère démesuré des conflits qu'elle porte en elle-même, avec l'espoir d'une conversion. Conversion à l'échelle supérieure mais semblable à celle qu'impose la découverte intérieure de la nature mortelle d'un désir livré à son propre enfer. ■

► **René Girard la vérité mimétique**, documentaire d'Yves Bernanos, écrit par Yves Bernanos, Patrice Le Roué et Jean-Pierre Delaume-Myard.

Théologie et politique

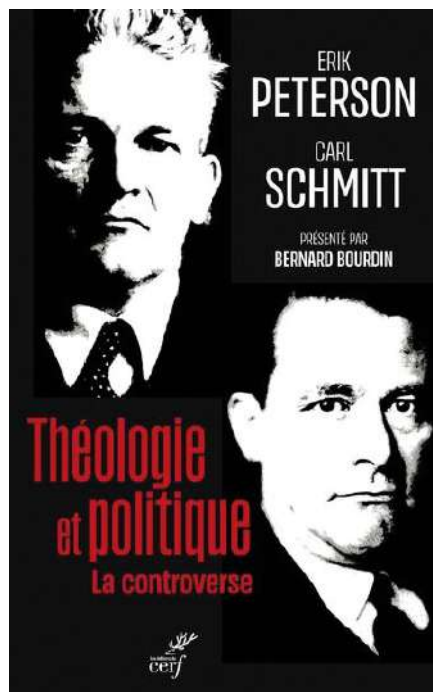
Divers politiciens invoquent la civilisation chrétienne et tentent de mobiliser le catholicisme. Ils feraient bien de se remémorer les tensions propres au christianisme et de s'intéresser au savant débat qui eut lieu au XX^e siècle sur la question du théologico-politique.

Si la Révolution française n'est pas un bloc, le catholicisme non plus. On invoque trop souvent, dans le débat public, une « tradition chrétienne » confondue avec le catholicisme imaginé comme un ensemble immuable et compact de doctrines, de règles et de rites. Or la médiation chrétienne est instable, comme l'ont montré les conflits théologiques dans le christianisme et l'opposition entre la monarchie chrétienne et l'autorité religieuse en Angleterre et en France.

L'Église, prolongement de l'Empire romain. De surcroît, on a tendance à confondre la pensée chrétienne du Politique et la théologie politique alors que ces deux mots accolés, qui n'ont pas le même sens en français et en allemand, sont une invention moderne, en réaction au rejet de la transcendance par les penseurs de la modernité. Ainsi, Carl Schmitt (1888-1985) invente une *politische Theologie* qui sacralise le Politique. Dans *Catholicisme romain et forme politique* que le juriste allemand publie en 1923, la théologie et l'ecclésiologie catholique-romaine sont mobilisées au profit d'une institution politique capable de disqualifier le communisme aussi bien que la démocratie libérale.

Pour Schmitt, l'Église fondée par le Christ a pour mission d'appeler l'homme au Salut. L'institution romaine assure une médiation qui inscrit l'existence du croyant dans une visée – celle d'un monde réconcilié dans sa bonté originelle – sous l'égide du souverain pontife qui est infaillible. Aussi l'Église, prolongement de l'Empire romain, formerait-elle un rempart contre toutes les maladies modernes : le socialisme et l'anarchisme, aussi bien que la rationalité techno-économique. La supériorité de l'Église, c'est qu'elle repose sur une autorité légitime : le magistère romain représente le Christ et assure le lien entre la cité humaine et l'Incarnation. L'Église est le modèle de la représentation juridico-politique qui vient d'en-haut mais elle ne se substitue pas à l'État. En contradiction avec le principe de médiation, Carl Schmitt l'invite cependant à prendre parti, « comme elle fut du côté des contre-révolutionnaires dans la première moitié du XIX^e siècle ».

Dans les essais qu'il consacre à Donoso Cortés entre 1920 et 1929, Schmitt loue le réactionnaire espagnol de proclamer révoquée l'époque de la monarchie constitution-



nelle et de vouloir une dictature capable d'exprimer l'absolu du pouvoir souverain et de faire advenir une société homogène. Il n'est pas étonnant que Carl Schmitt ait vu dans le national-socialisme le moyen de fonder un État total, fondé par ses soins dans une théologie.

Le refus du providentialisme. La *politische Theologie* schmittienne a été vigoureusement dénoncée par Erik Peterson (1890-1960). Ce brillant universitaire luthérien converti au catholicisme en 1930 fut un opposant résolu au nazisme et au courant de la *Reichstheologie*. Dans *Le Monothéisme comme problème politique*, publié en 1935, Erik Peterson ne se contente pas de récuser le nazisme théolo-

Pour Peterson, il ne peut y avoir de théologie politique, dès lors qu'il s'agit de justifier la forme politique de la souveraineté de l'État

gique : il affirme qu'il ne peut y avoir de théologie politique, dès lors qu'il s'agit de justifier la forme politique de la souveraineté de l'État. L'argumentation est solidement étayée, au rebours d'Aristote qui affirme que l'unité politique vient illustrer l'unité métaphysique.

Le concept de *monarchia* reçu des Pères de l'Église avait été utilisé par Eusèbe de Césarée pour établir une convergence providentielle entre l'Église et l'Empire romain. Erik Peterson récuse ce providentialisme et montre que la théorie de la monarchie divine est incompatible avec le dogme de la Trinité. Pour lui, « le monothéisme comme problème politique était

issu de la reconfiguration hellénistique de la croyance juive ». En fusionnant le Dieu des juifs et le principe monarchique de la philosophie grecque, l'Église affirme contre les païens que la *Pax romana* accomplit les prophéties bibliques. « Mais la doctrine de la monarchie divine ne pouvait que se heurter alors au dogme trinitaire, et l'interprétation de la *Pax Augusta* à l'eschatologie chrétienne. Ainsi se trouve non seulement réglée la question théologique du monothéisme comme problème politique, et la foi chrétienne libérée de son lien à l'Empire romain, mais aussi fondamentalement accomplie la rupture avec cette « théologie politique » qui abusait du message chrétien pour légitimer une situation politique ».

Dans sa présentation de la controverse, Bernard Bourdin écrit que la thèse de Peterson est cohérente avec le monothéisme chrétien mais présente une faille majeure : l'argumentation, qui porte sur les premiers siècles chrétiens, ne prend pas en compte les reconfigurations théologico-politiques médiévales et postmédiévales au cours desquelles le catholicisme a entériné des pouvoirs temporels tout en les soumettant à sa critique, au nom de la transcendance divine. Carl Schmitt répondra à Erik Peterson après la guerre, dans *Théologie politique II*, en lui reprochant de liquider le problème théologico-politique par choix politique et de négliger le fait démocratique qui élimine la coïncidence entre monarchisme et monothéisme. Le débat est d'autant plus intéressant que Schmitt et Peterson s'accordent sur l'incompatibilité entre la forme politique de l'Église et l'État séculier...

Bernard Bourdin note que « *Vatican II* a donné raison à Peterson en disqualifiant la théologie politique de Schmitt, et plus précisément sa sociologie politique de l'Église catholique ». Mais Peterson n'apporte pas de réponse satisfaisante quant à la situation de l'Église catholique dans la société démocratique. Le long débat entre le juriste et le théologien « a l'immense mérite de mettre en évidence l'impensé politique du catholicisme au XX^e siècle, impensé qui demeure ! », souligne Bernard Bourdin qui a par ailleurs montré que l'effacement de la « théologie politique » permettait d'envisager une théologie du politique (1) capable de fonder l'autonomie de la société démocratique et libérale. ■

BERTRAND RENOUVIN.

► Erik Peterson, Carl Schmitt, *Théologie politique, La controverse, Le monothéisme comme problème politique suivi de Catholicisme romain et forme politique*, Introduction de Bernard Bourdin, Le Cerf, septembre 2021.

(1). Cf. B. Bourdin, *Le Christianisme et la question du théologico-politique*, Le Cerf, 2016, et ma présentation dans le n° 1104 de *Royaliste* du 1^{er} février 2021, reprise sur mon blog.

500 000 morts sur ordonnance

Série TV

La série *Dopesick* retrace la genèse et les ravages sociaux de ce qui a constitué un des plus importants scandales sanitaires aux États-Unis : « la crise des opiacés ».

1986 : « Le temps est venu de redéfinir la nature de la douleur » (Richard Stackler, dirigeant de l'entreprise familiale Purdue Pharma). Cette même année, cette entreprise publie une étude « démontrant » que moins de 1 % des patients utilisant de l'OxyContin, le médicament anti-douleurs qu'elle a mis au point, développent une addiction en devenant dépendants.

C'est cette vérité auto-proclamée puis validée par les institutions politiques et médicales américaines (« Pour chaque membre du Congrès, le secteur pharmaceutique emploie en permanence cinq lobbyistes ») qui constituera le principal moteur de la prescription généralisée de ce médicament. Il sera prouvé dans les années 2000 que cette fameuse étude était réalisée sur une cohorte de seulement 38 patients hospitalisés pour des cancers et ne reposait,



selon les propres termes d'un des auteurs, que sur des « données très, très faibles » (1). De plus, elle était biaisée dans sa présentation graphique publique, comme le démontrent dans la série les enquêteurs du procureur de Virginie occidentale. Et c'est sur la base de cette pseudo-étude, accompagnée de ce qu'il faut de corruption, que la Food and Drug Administration, l'autorité fédérale de régulation, va autoriser les firmes pharmaceutiques à mettre sur le marché lesdits médicaments qui provoqueront plus de 500 000

décès par surdoses et rendront des millions de citoyens dépendants.

Cette série, dont le scénario est une adaptation du livre de la journaliste Beth Macy (*Dopesick: dealers, doctors, and the drug company that addicted America*), décrit minutieusement le cynisme et la cupidité, sur fond de règlements de comptes familiaux « freudiens », des dirigeants et associés de Purdue Pharma qui ont décidé de jouer avec la santé et la vie de millions d'Américains, en ne laissant rien au hasard. Le

procureur général de l'État du Kentucky, un des plus touchés par les surdoses mortelles, a confirmé l'existence d'un plan de développement ciblant les communautés où la pauvreté est importante, le niveau éducatif faible et les perspectives peu nombreuses et se basant sur les données relatives aux accidents du travail et aux consultations médicales pour des douleurs chroniques.

Très bien jouée par des acteurs peu connus (hormis Michael Keaton) qui savent donner, sans emphase, la pleine dimension humaine à cette tragédie sanitaire et sociale, bien rythmée avec de nombreux allers et retours dans le temps et bien documentée, cette courte série nous éclaire sur les indispensables, mais non suffisants, garde-fous politiques et administratifs à mettre en place pour mieux contenir la soif de puissance de certains acteurs économiques. ■

LOÏC DE BENTZMANN.

► *Dopesick*. 8 épisodes – Diffusé depuis le 12 novembre sur Disney+Star et les plateformes VOD.

(1). <https://vih.org/20210322/etats-unis-la-crise-des-opioides-comme-revelateur-social-et-politique/>

Cinéma



■ *La main de Dieu*. Un début totalement onirique, poétique, quasi divin, qui bascule immédiatement dans la violence et l'incompréhension. C'est ainsi que, dès les cinq premières minutes, le réalisateur Paolo Sorrentino installe son film à l'image même de ce qu'est sa ville, Naples, le cinéma, la vie de Maradona et plus largement l'existence dans ses moments d'euphorie et de tristesse infinie. C'est la gageure du film et,

autant le dire tout de suite, c'est une totale réussite. Il y a quatre thématiques qui se superposent, se complètent, se répondent et construisent un petit bijou.

C'est d'abord une autobiographie et l'histoire d'une famille dans les années 80, avec toute la grandiloquence du Sud de l'Italie et l'exubérance napolitaine.

C'est un hymne à Naples, la ville est en fond de la plupart des séquences, dans toute la splendeur de sa baie. Et un hommage aux Napolitains, à ces gens de peu, dénigrés par le reste de l'Italie, avec leur verbe haut et cette façon bien à eux de se faire entendre partout, au-delà de toutes les conventions.

C'est aussi un hommage à celui qui a rendu la fierté à cette ville rejetée, en faisant de son club de foot un miroir positif. Diego Maradona n'est pas le sujet du film, il en est le métronome. Le foot des gamins de Naples, c'est celui qu'on jouait dans la cour de récréation avec huit ballons, dix-sept équipes et deux buts en se prenant pour nos idoles. Au

rythme de la grandeur de l'icône argentine, la famille se construit, se détruit, se délire.

Et c'est enfin une terrible déclaration d'amour à la famille. Celle du héros vit comme vécu Maradona : grandeurs et décadences dans tous les excès. Comme dans le match légendaire Angleterre-Argentine, on passe du but marqué par « la main de Dieu » et qui salit à jamais l'image du joueur à l'un des buts les plus légendaires de l'histoire. La galerie de portraits qui défile est un mélange de Fellini et de Kusturica : ça se moque, ça se trompe, ça souffre, ça s'insulte mais ça vit. On passe du rire aux larmes en suivant le parcours initiatique de cet enfant de Naples, fan de Diego, qui découvre le cinéma en même temps que sa libido au sein d'une famille hétéroclite et folle, où chacun rivalise de ridicule tendre et poétique.

Et puis, le 22 juin 1986, c'est le tournant. Pendant que Diego « humilie » l'Angleterre, la famille explose à travers la prison,

l'asile psychiatrique, le deuil et les secrets de famille. On passe des pires douleurs aux scènes drôles et les deux premières parties du film se complètent dans une parfaite confusion des sentiments. La troisième partie est plus lente, plus nostalgique, plus initiatique. Le héros-narrateur découvre l'âge adulte et toutes ses problématiques. Alors que tout l'appelle à rester, il estime qu'il est temps de partir et d'accomplir ailleurs son destin.

Son destin, ce sera le septième art et le film regorge d'allusions au cinéma italien qui renaît toujours de ses cendres. Un cinéma où tout est beau parce que tout y est drôle, dur, tendre, autobiographique et biographique, poétique, onirique, chaud, âpre et sucré à la fois.

OMAR GOUSMI.

► *La Main de Dieu* – Film italien écrit et réalisé par Paolo Sorrentino, avec Toni Servillo, Luisa Ranieiro, Filippo Scotti, Teresa Saponangelo, Renato Carpentieri. – sorti le 10 octobre 2021.

Élisabeth II, chef du Commonwealth (I)

Si le Royaume Uni dispose encore de l'influence et du prestige d'une grande puissance, c'est notamment grâce au Commonwealth, que préside la souveraine britannique. Le choix de certains États membres d'évoquer vers le statut de République, comme récemment la Barbade, est-il de nature à fragiliser ce rôle ?

C'est lors de la Conférence impériale de Londres en 1926 que le Commonwealth devient une association libre d'États souverains. En 1949, il se constitue en organisation intergouvernementale (Déclaration de Londres), principalement par les États ayant fait partie de l'ancien Empire britannique. Il se compose de 54 États membres, dont à présent 14 royaumes dont la souveraine est Élisabeth II, 5 monarchies avec d'autres souverains à leur tête, et 34 républiques. Ces États sont unis par l'anglophonie, l'histoire, la culture et les valeurs de la Charte du Commonwealth que sont la démocratie, les droits de l'homme et l'État de droit...

À sa fondation, le roi George VI, père d'Élisabeth II en devient le chef, sans que cette fonction ne soit héréditaire. À sa mort, Élisabeth II est désignée chef du Commonwealth par ses membres.

Un réseau d'influence mondial. Le Commonwealth (2,5 milliards d'habitants, 30 % de la population mondiale) peut se voir, côté britannique, comme la nostalgie d'une mission civilisatrice menée durant l'Empire, et qui, de nos jours, aspire au Bien de tous. « Une force pour le Bien dans le monde », comme le soulignait un ministre de Tony Blair, mais aussi les « beaux restes » d'une influence internationale et d'un prestige, dont la reine exerce un « *soft power* ».

Le Commonwealth demeure donc le symbole de l'affirmation pour le Royaume Uni, de sa volonté de demeurer une puissance internationale... à peu de frais. Il dispose d'un secrétariat à Londres et dans chacun des pays membres d'une petite structure administrative. L'articulation entre gouvernement britannique et Commonwealth passe par les responsables du Foreign and Commonwealth office.

Le secrétariat du Commonwealth, outre la gestion quotidienne de l'organisation, gère des programmes de coopération : le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique créé en 1971 (les capacités technologiques de chaque pays sont à la disposition des autres, tandis que des aides sont octroyées dans le domaine du commerce international) et le Programme du Commonwealth pour la jeunesse...

Il existe deux autres agences intergouvernementales pour coordonner de nombreux programmes de développement, d'échanges culturels et d'éducation. Il s'agit, dès l'origine, de la Fondation du Commonwealth qui promeut essentiellement le civisme et, depuis 1987, de



La reine Elisabeth lors de la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth en 2018.

l'agence du Commonwealth pour l'enseignement, implantée à Vancouver et spécialisée dans le téléenseignement.

Les décisions du Commonwealth reposent sur un consensus informel sans vote et sans contraindre les membres à adopter une politique commune.

Une organisation souple. La structure politique qui met en œuvre ces programmes est la réunion biennale des chefs de gouvernement du Commonwealth (RCGC) organisée depuis 1971 à tour de rôle par un État membre et présidée par Élisabeth II. Depuis 2003, cette rencontre est précédée par un « *forum du peuple* » pour promouvoir les contacts entre les représentants des membres des ONG et les délégations politiques des différents pays membres.

Les décisions prises lors de ces réunions reposent sur un consensus informel sans vote et sans contraindre les membres à adopter une politique commune. Un communiqué rédigé collectivement clôt ces réunions sans que celui-ci n'ait de valeur légale. À titre exceptionnel ou en cas d'urgence, il peut cependant y avoir des déclarations solennelles (sécurité, droits de l'homme, santé, éducation). Le refus d'un membre du Commonwealth d'observer les prises de position de la RCGC peut se solder par une pression des autres pays

membres et mener à une suspension conditionnelle, voire à l'exclusion ou au retrait du pays concerné.

Deux déclarations solennelles sont à retenir : celle de Singapour en 1971 et celle de Harare en 1991,

- la première est une déclaration des principes quant à la représentativité et la diversité des pays membres et confirmant le caractère consensuel de l'organisation avec des objectifs spécifiques : promouvoir la paix et l'ordre dans le monde en soutenant l'action de l'ONU ; promouvoir au sein du Commonwealth des institutions démocratiques représentatives et des garanties juridiques pour la liberté individuelle ; reconnaître l'égalité des races ; éradiquer la pauvreté et mieux répartir les richesses dans la société ;

- la seconde réaffirme celle de Singapour en prônant l'économie de marché permettant une saine gestion, la paix internationale, la liberté individuelle, l'égalité de tous les citoyens, la démocratie et l'état de droit, les droits de l'homme, la tolérance, le développement économique durable, le commerce équitable... Cette déclaration visait le régime de Robert Mugabe président du Zimbabwe où se tenait la RCGC qui lui valut une suspension en 2002 et conduit au retrait du Zimbabwe en 2003.

Depuis le programme d'action de Millbrook en 1995, un groupe d'action ministériel a été constitué pour veiller à la mise en œuvre des principes énoncés dans la déclaration de Harare. Son mandat est renouvelé à chaque sommet du Commonwealth.

Enfin, tous les quatre ans se tiennent les jeux du Commonwealth (en 2022), sorte de jeux olympiques de l'ancien Empire.

Des changements en cours... Jusqu'à la veille du 29 novembre 2021, l'île de la Barbade, État indépendant de l'archipel des petites Antilles dans les Caraïbes, était un royaume, au même titre que les îles d'Antigua et Barbuda, Grenade, Saint-Christophe et Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines, avec pour souveraine la reine Élisabeth II, toutes membres du Commonwealth, avec à leur tête Élisabeth II.

Tout comme l'île de Trinité et Tobago, et celle de la Dominique devenues républiques respectivement en 1976 et 1978, puis en 1992 l'île Maurice dans l'Océan indien, la Barbade vient de se proclamer à son tour République, tout en maintenant son appartenance au Commonwealth. ■

DENIS CRIBIER.
(À suivre)

Brèves royales

■ **Inde, le 26 décembre** : « Aujourd'hui, après tant d'années, nous voyons que les maharajas, que l'on qualifiait autrefois de dictateurs, étaient bien meilleurs que tous ceux qui composent le gouvernement actuel. Toutes les actions entreprises par nos souverains étaient pour le bien commun de nos concitoyens, alors que le gouvernement actuel ne fait que nous priver de nos traditions ». Interviewé, le député et ancien ministre en chef du Jammu-et-Cachemire, Ghulam Nabi Azad, s'est plaint de l'interventionnisme constant de New Delhi dans cet État revendiqué par le Pakistan et dont la monarchie a été abolie en 1965.

■ **Serbie, le 26 décembre** : « On m'a expliqué que j'étais le premier fonctionnaire de l'État de Serbie à visiter sa tombe. Nous avons convenu de renouveler son monument, qui a été conçu et érigé par sa sœur ». Venu célébrer l'amitié franco-serbe, après avoir déposé une gerbe de fleurs devant la statue représentant les rois Pierre I^{er} et Alexandre I^{er} Karageorgévitch à Paris, le ministre des Affaires étrangères de Serbie, Nikola Selaković a décidé d'honorer également la mémoire de la reine Nathalie Obrénovitch (1859-1941) qui repose à quelques kilomètres de la capitale française.

■ **Afrique du Sud, le 26 décembre** : Le roi Misuzulu ka Zwelithini, a présenté ses condoléances au nom de la famille royale zouloue à l'occasion du décès de l'archevêque anglican Desmond Tutu, décédé au Cap à l'âge de 90 ans. « La nouvelle du décès de Sa Grâce a été reçue avec une immense tristesse. Sachant quelle figure bien-aimée il était à travers l'Afrique du Sud et le monde, la nation zouloue sera solidaire et se joindra à tous dans ce moment douloureux » a déclaré le souverain à propos du prix Nobel de la Paix.

■ **Libye, le 29 décembre** : « Il ne fait aucun doute qu'il y a une grande partie des Libyens qui veulent revenir à la monarchie constitutionnelle », a confirmé lors d'un entretien le politologue Musa Tehousai. Selon le président du Mouvement pour le retour de la Légitimité constitutionnelle, Achraf Boudoura, la montée sur le trône du prince Mohammed El-Senussi serait un « gage de sécurité et de stabilité ».

FRÉDÉRIC DE NATAL.

La Nouvelle Action Royaliste

Le n° spécial des 50 ans

Nos abonnés et lecteurs au numéro viennent de recevoir le copieux numéro spécial de *Royaliste* consacré aux 50 ans de la NAR (n°1224 du 27 décembre) : 24 pages entièrement en couleur.

Ce numéro constitue un excellent support de propagande et nous incitons nos abonnés qui ont reçu sa version numérique à le diffuser autour d'eux. Nous engageons cette semaine une diffusion massive auprès de l'ensemble de nos sympathisants et contacts.

Notre souscription 2021 Objectif dépassé !

Nous publions la dernière liste de notre souscription pour 2021 en remerciant vivement les derniers amis qui ont contribué à notre effort.

Le résultat est impressionnant : plus de 12000 euros récoltés alors que notre objectif était de 10000. Les adhérents de la NAR, les abonnés ou simples lecteurs au numéro de *Royaliste*, se sont, cette année encore, mobilisés dans un contexte où notre action connaît un développement significatif sur les réseaux sociaux, qu'il s'agisse de nos pages Facebook ou de notre chaîne YouTube. Parmi les nombreux souscripteurs de cette année, on retrouve des amis qui s'étaient éloignés et dont certains reprennent du service !

Nous n'avons pas attendu la clôture de cette souscription pour poursuivre le plan de développement que nous avons arrêté en 2000. Nous reviendrons sur l'ensemble de nos projets dans un prochain numéro.

4^e liste de souscripteurs

Jean Chauviré : 50 – Amadeu Ciscar Penella : 250 – Anonyme Lyon : 50 – Philippe Fermon : 100 – Anonyme Marseille : 300 – Philippe Clavel : 100 – Anonyme Cannes : 120 – Hervé Rumin : 70 – Vive le roi : 60 – Louis-Marie Brossard : 24 – Anonyme Québec : 150 – Yolande de Prunel : 420 – Michelle Dutac : 122 – Anonyme Toulouse : 100 – Hugues Huet de Froberville : 240 – Anonyme Vendée : 100 – Joël Regel : 230 – Anonyme Paris : 80 – Michelle Roth : 100.

Total de cette 4^e liste : 2666 €
total général : 12038 €

Communiqué

Communiqué de la NAR du 3 Janvier 2022.

■ **Pénurie d'électricité : l'imprévoyance du pouvoir.** La réalité a toujours le dernier mot. C'est ce qui arrive aujourd'hui, après des années de désinformation démagogique et mensongère sur l'énergie : par manque de programmation et d'investissement à long terme, par réduction des budgets d'entretien des centrales, alors qu'il faudra augmenter notre consommation électrique du fait du passage au tout électrique dans le chauffage et les transports à l'horizon 2030 et du retour nécessaire à la souveraineté industrielle, la France, qui était excédentaire en production d'électricité il y a 30 ans, n'est même plus capable de subvenir aux besoins du pays en périodes de forte consommation. Nous sommes prévenus que cet hiver sera à haut risque.

La Nouvelle Action royaliste rappelle que la garantie de l'alimentation énergétique est vitale pour le pays, avec la stabilité du système électrique, le maintien de réserves opérationnelles et le développement des réseaux. La sécurité énergétique et l'abandon des énergies fossiles exigent plus que jamais une programmation à long terme, consensuelle, dégagée de tout esprit partisan et de toute communication au jour le jour. Un gouvernement qui l'oublierait perdrait toute légitimité.

Mercredis de la NAR

Le Mercredi 5 janvier
Marcel Gauchet

Droite et gauche, histoire et destin

Le Mercredi 12 janvier
Gilles Clavreul

Dans le silence de l'État,
Comment l'impuissance publique
livre la société à elle-même.

Mercredi 19 janvier :
Daniel Sibony, philosophe et psychanalyste,
L'Expiation dans la pandémie.

Mercredi 26 janvier :
Présentation de la revue
Le temps des ruptures
Pôle jeunesse de la Gauche républicaine
et socialiste

Mercredi 2 février :
Alessandra Fiorentini, anthropologue
Islam, rituels coutumiers, islamisme.

Royaliste

Directeur de la publication : Y. Aumont
Rédaction-administration
Bloc C – B.A.L 13
36-38, rue Sibuet, 75012 Paris
Téléphone : 06 43 11 36 90
lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr

ISSN 0151 – 5772
Édité par la NAR
RNA W751214282
Siret 89789412700017
Imprimé par E.V.I.
752 812 792 R.C.S. PARIS
Dépôt légal à parution.

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

☐ Je m'abonne à Royaliste

VERSION PAPIER o TROIS MOIS (20 €) o SIX MOIS (30 €) o UN AN (50 €) o UN AN SOUTIEN (120 €)
VERSION PDF o UN AN (40 €) o UN AN SOUTIEN (50 €)

o Je paye par chèque à l'ordre de **Nouvelle Action Royaliste**

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre règlement à
NAR, Bloc C – Boîte 13 – 36-38, rue Sibuet – 75012 PARIS

D.R.



par Bertrand Renouvin

Élites vendues, élites à vendre

On imagine qu'un dirigeant politique condamné à cinq ans de prison rase les murs dans l'attente du jugement d'appel. Tel n'est pas le cas de François Fillon, jugé coupable de détournement de fonds publics, de recel de détournement de fonds publics et d'abus de biens sociaux, mais qui commence, comme si de rien n'était, une nouvelle carrière à l'étranger. En juillet, il est entré au conseil d'administration de Zaroubejneft, un groupe pétrolier russe; en décembre, il a rejoint un autre groupe russe, Sibur, qui opère dans le secteur de la pétrochimie.

Ce ne sont pas les compétences techniques de l'ancien Premier ministre qui ont assuré son recrutement, ni l'étendue de ses connaissances sur l'industrie russe mais tout simplement son carnet d'adresses, autrement dit les relations de tous ordres qu'il a nouées pendant sa carrière politique dans l'administration, dans les grandes entreprises et dans les organes de l'Union européenne.

Voici François Fillon, héros déchu de la droite des valeurs, qui va parader comme agent d'influence de groupes étrangers – à moins qu'on ne lui mette la main au collet... Il n'est pas le seul de son espèce. La seconde carrière est au contraire devenue une habitude, chez les anciens dirigeants français. Jean-Pierre Raffarin, qui fut le consternant Premier ministre de Jacques Chirac, s'est découvert une passion pour la République populaire de Chine, dont il assure la promotion. Dominique de Villepin a créé des sociétés qui travaillent avec la Chine et qui servent les intérêts de Pékin en Afrique. Nicolas Sarkozy joue les intercesseurs entre le Qatar et plusieurs États africains (1).

La gauche, morale ou non, n'est pas moins active dans la reconversion fructueuse. Bernard Kouchner fait des affaires en Afrique, son épouse Christine Ockrent a publié une biographie de Mohammed ben Salmane, prince saoudien qui a défrayé la chronique criminelle internationale. Jacques Attali et Dominique Strauss-Kahn prodiguent dans maints pays étrangers leurs conseils rétribués.

Quand les dirigeants politiques donnent de tels exemples de reconversion, il n'est pas étonnant que des hauts fonctionnaires démissionnent pour se mettre au service d'intérêts étrangers ou se fassent recruter après leur retraite. Point d'autre raison à ces comportements que l'insatiable cupidité de personnages qui sont devenus étrangers à leur propre patrie. C'est d'autant plus intolérable que ces messieurs et ces dames n'ont cessé de prêcher l'austérité, la rigueur, la modération salariale et somme toute l'esprit de sacrifice pour le bien du pays – alors qu'ils pactisaient déjà avec le monde de l'argent.

Les choix a-nationaux voire antinationaux d'anciens présidents de la République – n'oublions pas les liens tissés entre Jacques Chirac et Rafic Hariri – et d'anciens chefs de gouvernement font peser d'inévitables soupçons sur la « gouvernance » du moment. Qui a noué d'utiles connivences avec des représentants d'intérêts étrangers? Des pactes d'affaires ont-ils été conclus? De nouvelles places ont-elles été réservées dans les conseils d'administration américains, russes, chinois, qataris, saoudiens, pour ceux qui invoquent à tout bout de champ la « souveraineté européenne »? Nous saurons dans quelques mois peut-être qui s'est vendu sur le marché des élites...

Les défections intéressées qui se généralisent, dans la fraction politicienne de l'oligarchie, sont le signe du séparatisme des classes supérieures, mis en évidence par plusieurs sociologues et géographes qui font aujourd'hui autorité. La sécession des élites françaises est marquée par leur conquête du cœur des métropoles, dont les classes populaires ont été chassées, par la croissance de l'enseignement privé, par l'exode fiscal, par la mobilisation électorale des groupes sociaux qui sont en osmose avec l'oligarchie, par des divergences croissantes dans les divertissements et dans la consommation (2).

Cette classe dominante vit « à l'heure d'Internet et de la mondialisation », sans se soucier de l'avenir d'une nation française qu'elle croit « dépassée ». Elle s' imagine pleinement moderne alors qu'elle reproduit des choix anti-français qui ont trop souvent compromis notre aventure historique: le parti anglais pendant la guerre de Cent ans, le parti espagnol pendant les guerres de Religion, le parti allemand pendant l'Occupation. Ces partis, disqualifiés par le peuple français et communément haïs, ont toujours été battus à la suite d'une guerre libératrice et d'une politique d'unité nationale. La Guerre froide eut aussi ses agents de l'étranger...

Face à la classe affairiste mondialisée, la tâche est aujourd'hui plus facile: il n'y a pas à prendre les armes pour chasser des armées étrangères, mais à mener une lutte de classes selon le projet de reconquête de la souveraineté nationale. L'adversaire impressionne par sa puissance et sa détermination, mais il souffre d'une faiblesse mortelle: une élite qui a cessé de servir la nation ne mérite plus son nom et s'expose à être soudain balayée. ■

(1). Cf. Clément Fayol, *Ces Français au service de l'étranger*, Plon, 2020.

(2). Cf. Jérôme Fourquet, Jean-Laurent Casely, *La France sous nos yeux, Économie, paysages, nouveaux modes de vie*, Le Seuil, octobre 2021.

Sommaire

Page 2 – Gauche: le bal des zombies. – Sur le mur de Jean Chouan.

Page 3 – Hommage à Laurent Bouvet. – L'Écho du net.

Page 4 – Le libéralisme selon les Gafam. – La quinzaine sociale.

Page 5 – Les nouvelles stars de l'extrême droite.

Page 6 – Allemagne: changement dans la continuité et réciproquement. – Voix étrangères. – Les Faits majeurs.

Page 7 – Entre Nil et mer Rouge.

Pages 8-9 – Synthèse: l'avenir de la Nouvelle Calédonie (II).

Page 10 – La tyrannie du mérite. – Dans les revues.

Page 11 – René Girard.

Page 12 – Théologie et politique.

Page 13 – Série Dopesick. – Cinéma: La main de Dieu.

Page 14 – Elisabeth II, chef du Commonwealth.

Page 15 – Le mouvement royaliste.

Page 16 – Éditorial: Élites vendues, élites à vendre.